

## Prologue

Dans la voiture qui circulait sur la grande rue poussiéreuse de la réserve de Kashechewan, la docteure éprouvait le vague sentiment qu'on se servait d'elle. Elle regardait par la fenêtre. Qu'est-ce qui n'allait pas ? Les chiens errants poursuivant la voiture ? Les maisons couvertes de graffitis, aux portes et aux fenêtres condamnées ? Ou encore le fait qu'on était censé être au cœur d'une urgence nationale, alors que le conducteur, qui rigolait en montrant les quelques sites de la ville, et son adjoint plein de prévenances, qui avait porté ses bagages, semblaient se comporter avec la plus grande insouciance ?

Âgée de 28 ans et originaire de North Sydney, en Nouvelle-Écosse, la docteure Lindsay MacMillan exerçait la médecine en Ontario. Elle avait pris l'avion pour Kashechewan depuis Moose Factory, où elle était médecin résident. Selon son superviseur, le voyage avait pour but de traiter des gens présentant les symptômes caractéristiques d'une infection à la bactérie *E. coli*. On disait que la bactérie était dans l'eau. Elle avait lu la chose dans les journaux et continuerait d'ailleurs de lire cette nouvelle durant les quelques semaines suivantes, soit jusque vers la fin d'octobre 2005, bien que, entre-temps, elle ait claironné à la ronde qu'elle n'avait observé aucun symptôme de cette nature et que les gens de la réserve buvaient l'eau du robinet sans que nul tombe malade.

Ne trouvant aucune preuve de la présence de la bactérie, elle s'est mise à faire du porte-à-porte et à prendre des photos. La situation avait de quoi fendre le cœur: cuvettes de toilette débordant d'excréments, enfants jouant dans des pièces remplies de vaisselle sale et d'ordures, ou dormant sur le plancher durant le jour parce qu'il n'y avait pas assez de place pour les coucher tous la nuit. Cette réalité l'a hantée et la trouble encore aujourd'hui.

Par conséquent, quand les dirigeants de Kashechewan ont ensuite montré ces photos aux médias nationaux et internationaux dans le but de soutenir leur cause, elle n'a pas été surprise. «Tant mieux pour eux», s'est-elle dit. Le désespoir en pousse plusieurs vers des extrêmes. Parfois, la vérité ne suffit pas à faire changer les choses.

## Introduction

À l'époque où j'ai entendu parler de Kashechewan la première fois, la rumeur voulait que la réserve soit en proie à des troubles. C'était en octobre 2005. Je travaillais alors pour la CBC comme réalisatrice de diverses émissions d'actualité radiophoniques et télévisuelles et, comme bien des employés de la chaîne, je passais constamment d'un contrat à un autre. Longues heures et précarité caractérisaient mon travail, mais celui-ci me permettait d'explorer divers sujets qui éveillaient ma curiosité, qu'il s'agisse des droits des Autochtones ou de l'état de mort imminente. Je me voyais comme une instigatrice payée pour découvrir des nouvelles et des idées, désireuse de mettre au jour les histoires et les conflits secrets qui feraient les manchettes. J'avais décidé d'appliquer ce principe à la réserve de Kashechewan, mais c'était impossible, du moins depuis Toronto. En effet, à peu de choses près, mes recherches portant sur l'histoire écrite des Autochtones s'étaient révélées infructueuses. Dans l'un de ces livres, le *Handbook of North American Indians, Volume VI*, à peu près tout ce qu'on mentionnait sur cette réserve, comme sur celles de diverses autres communautés du Nord canadien, c'était qu'on y trouvait un magasin de la Baie d'Hudson et une école primaire. Comme si, jusque-là, elle avait existé dans une sorte de vide pour en émerger soudainement et être catapultée dans une crise généralisée.

Quand, cinq ans plus tard, je me suis finalement rendue à Kashechewan, ou Kash comme on l'appelle là-bas, j'ai découvert une tout autre réalité que celle dont on parlait. J'imagine que c'est le cas de n'importe quel lieu; la vie est toujours plus riche que ce qu'on en dit ou en écrit. Cependant, Kashechewan présentait un certain nombre de caractéristiques qui la rendaient en quelque sorte insaisissable. D'abord, elle se trouvait à plus de 1 000 kilomètres de Toronto et n'était accessible que par avion. Ensuite, il n'y avait pas de réseau de téléphonie cellulaire et, souvent, l'Internet ne fonctionnait pas. De plus, peu de gens acceptaient que leur nom figure dans l'annuaire téléphonique. Enfin, comme c'était une réserve des Premières Nations, ses dirigeants arrivaient difficilement à faire savoir publiquement ce qu'il s'y passait réellement. Il ne s'agit pas d'un incident isolé, c'est le cas de bien des communautés autochtones. Au fil des siècles, nombre de chefs amérindiens, tels que Joseph Onasakenrat, Frederick Ogilvie Loft et Bernard Ominayak<sup>1</sup>, ont fait connaître leurs préoccupations au gouvernement fédéral pour être, au final, ignorés ou réduits au silence. Si nous savons qu'ils existent, si leurs récits figurent dans les livres d'histoire, c'est qu'ils ont pris des moyens extraordinaires pour défendre leur cause.

Kashechewan aussi avait été oubliée, du moins jusqu'à ce qu'un événement d'une grande importance s'y produise. En octobre 2005, la crise de la bactérie *E. coli* la ferait connaître. C'est le genre de situation qui évolue lentement, puis se retrouve soudainement à la une de la presse nationale et internationale. Même Paul Martin, le premier ministre du Canada à l'époque, s'y est intéressé.

L'événement n'aurait peut-être pas fait parler de lui autant n'eût été d'un autre scandale lié à l'eau qui s'était produit cinq ans plus tôt. En effet, lors de la crise de Walkerton, 7 personnes étaient mortes et 2 500 autres avaient été malades après avoir bu de l'eau contaminée par la bactérie *E. coli*; cela alors même que Stan Koebel, responsable des services publics, et Frank Koebel, contremaître, niaient l'existence du problème et affirmaient que l'eau était potable. Ils en viendraient finalement à plaider coupables à une accusation de nuisance publique lors d'une négociation de peine. De nombreuses personnes ont estimé que la sentence – un an de prison

pour Stan et neuf mois de résidence surveillée pour Frank – était plutôt clémente, particulièrement du fait qu'ils avaient reconnu avoir falsifié les rapports et que Frank avait admis qu'il buvait au travail et y gardait de la bière.

Cet incident a attiré l'attention sur la crise de l'eau potable au sein des communautés autochtones. Même si le Canada possède 60 p. 100 des lacs et le cinquième des réserves d'eau douce de la planète, on estime que 75 000 personnes y vivant n'ont pas accès à l'eau potable<sup>2</sup>. Notre pays était à l'époque, et est toujours, doté d'une Équipe d'intervention en cas de catastrophe (EICC), des Forces armées canadiennes, capable de se rendre partout dans le monde afin d'extraire de l'eau potable des boues les plus répugnantes. Pourtant, ce potentiel n'est pas exploité ici. L'EICC se déploie à l'étranger plutôt que de corriger les problèmes chez nous.

La manière dont on a géré la crise de l'eau de Kashechewan, comparativement à celle de Walkerton, nous a appris à quel point les choses différaient selon qu'il s'agissait, ou non, d'une réserve autochtone. La crise de Walkerton a mené à l'adoption, en Ontario, de la *Loi sur la salubrité de l'eau potable*, qui exige que l'exploitant ait une formation adéquate, qu'il détienne un certificat et qu'il inspecte fréquemment le système, en plus de prévoir des amendes en cas de violations. Cependant, cette loi provinciale ne s'applique pas aux communautés autochtones, qui relèvent du fédéral, lequel n'a adopté aucune réglementation semblable en la matière.

Au-delà de la question de l'eau, la crise a contribué à faire connaître la réserve, qui est devenue le symbole d'un problème plus grave. Les médias américains l'ont présentée comme une communauté du tiers-monde, soulignant le piètre état de ses infrastructures qui, selon eux, continuaient de se détériorer. Selon un article de l'*Associated Press* du 13 novembre 2005, les bâtiments miteux, l'eau contaminée et les routes non pavées résultent de notre échec, en tant que pays, à faire respecter les droits de la personne<sup>3</sup>. D'autres accusations semblables ont suivi. Dans le journal autrichien *Die Presse*, on a expliqué que ce problème illustrait les conditions terribles qu'on retrouvait sur les réserves amérindiennes et l'échec du gouvernement canadien à assurer un meilleur niveau de vie à ses populations autochtones<sup>4</sup>.

L'enjeu n'était désormais plus l'eau polluée: Kashechewan devenait le symbole de l'échec du gouvernement à résoudre les problèmes auxquels faisaient face les Premières Nations du pays.

Kashechewan ne compte que 1 800 habitants. Conjugué au fait que la réserve est isolée et dispose de peu de ressources, ce nombre réduit explique qu'elle ait été mal préparée à ce déferlement soudain d'attention. Une enseignante de troisième année diplômée du Nipissing University's Teacher's College de North Bay et originaire de Guelph avait eu du mal à tenir le coup lors des quatre mois qu'elle y avait passés. Elle s'en était expliquée dans un article du *National Post* daté du 19 novembre 2005 et intitulé «All the Lost Boys and Girls» (Tous ces garçons et ces filles paumés). Son malaise n'était pas dû à un seul incident – ça l'est rarement, d'ailleurs –, mais elle avait tout de même été profondément perturbée par ce qui s'était passé un jour dans sa propre classe. Alors qu'elle écrivait au tableau, des élèves avaient lancé dans sa direction des souris et des rats morts. En dépit de ses implorations, plutôt que de se calmer, ils lui avaient coupé les cheveux. Elle écrivait qu'elle n'avait pas réussi à surmonter son malaise; d'après le ton de l'article, elle était encore pleine de ressentiment.

Il y a eu d'autres crises et d'autres couvertures médiatiques. Songez à l'incendie qui s'est produit dans la prison de l'endroit, en janvier 2006, et au cours duquel deux hommes ont perdu la vie. Ces décès étaient largement attribuables au manque d'extincteurs, de détecteurs de fumée et de gicleurs. Les gardiens avaient entendu Ricardo Wesley, âgé de 22 ans, et Jamie Goodwin, âgé de 20 ans, crier «Au secours! Au secours!», alors que les flammes et la fumée gagnaient les matelas de mousse posés sur le plancher de leur cellule. Entre-temps, les gardiens tentaient maladroitement d'ouvrir la porte avec des clés non identifiées.

L'enquête subséquente a indiqué tout d'abord que la réserve de Kashechewan n'avait pas de service des incendies et, par conséquent, ne disposait ni de pompiers, ni de voiture de pompiers, ni de pompe à incendie. Tout problème électrique, toute cigarette allumée pouvait entraîner la destruction de la prison, sans compter que le bâtiment était en très mauvais état, selon les conclusions de l'enquête publiées

en 2009. Rien de nouveau pour le conseil de bande, qui avait écrit à plusieurs reprises au gouvernement pour lui faire savoir que la prison était irréparable. Des experts hors réserve l'avaient confirmé. Cinq ans avant l'incendie, dans un rapport de la Direction générale des biens immobiliers de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), on indiquait que le bâtiment était dans un état déplorable; on recommandait de le détruire et de le reconstruire<sup>5</sup>.

Les auteurs de l'enquête s'étaient penchés sur l'état d'esprit et les aptitudes des employés pour découvrir que ces derniers étaient découragés. Selon Wesley Luloff de la Long Lake First Nation de Longlac, qui avait travaillé 23 ans au sein de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et l'avait quittée en 1994 pour devenir sergent d'état-major au service de police Nishnawbe-Aski (NAP), certains agents de police avaient besoin d'être guidés et suivis<sup>6</sup>. Personne ne les avait formés. Lors de l'incendie, le NAP de Kash ne comptait dans ses rangs que des agents de la place. C'était ainsi depuis 1994, en partie dans la foulée de la revendication de leur souveraineté par les Autochtones, laquelle avait gagné lentement du terrain depuis le mouvement du « pouvoir rouge » des années 1960. Cela avait été une victoire importante pour des générations d'activistes autochtones, une manière de renforcer la relation entre la population et la police.

La majorité des gens étaient d'accord avec l'idéologie de la chose. Cependant, on avait eu du mal à trouver du personnel qualifié. Comme la plupart des habitants de Kashechewan – soit 70 p. 100 – quittent l'école avant de terminer leur secondaire, le service de police manquait d'employés diplômés. Quoi qu'il en soit, on avait tout de même pourvu les postes en engageant des gens de la réserve qui, croyait-on, apprendraient le métier sur le tas.

À la suite de l'incendie, cette décision a été suspendue. Des hommes étaient morts et cela ne devait pas se reproduire. On a décidé que le niveau du corps de police devait être le même partout et que les policiers devaient donc posséder la même qualification qu'ailleurs. On a renversé la décision de 1994 et entrepris d'engager des étrangers plus qualifiés pour gérer le service. D'autres communautés éloignées, notamment celles de Fort Albany et d'Attawapiskat, en ont fait autant.

Le chef Solomon n'a pas mentionné ce renversement lorsqu'il s'est adressé aux enquêteurs. Plutôt, il a demandé aux jurés de considérer la situation dans son ensemble, affirmant que les reportages ne rendaient pas compte de la dure réalité de la vie à Kash. Il se disait heureux qu'ils se soient déplacés jusqu'à la réserve et qu'ils aient pris le temps de parler aux familles des victimes. Ainsi, ils avaient pu se faire une idée de ce à quoi ressemblait la vie dans le Nord. Mais ce n'était là qu'un aperçu, les a-t-il prévenus en une sorte de prescience. Ce séjour d'une journée ne permettait pas d'en découvrir les aspects les plus crus. « C'est une chose de débarquer, de parler à quelques gens du coin puis de repartir, a-t-il expliqué, mais c'en est une autre de vivre ici. »

Les crises se sont poursuivies. En janvier 2007, on a mis au jour un pacte de suicide : 21 membres de la communauté avaient décidé de se suicider, essentiellement des mineurs, dont un enfant de 9 ans. La couverture de l'événement avait de quoi étonner tant l'information y était tronquée. Ainsi, le reporter n'y faisait pas mention de la raison qui poussait les enfants à vouloir se suicider ni de la méthode qu'ils comptaient employer, pas plus que des noms de ceux qui auraient pu les encourager ou des réactions des parents. On restait vague : le 7 février 2007, le *Toronto Star* citait les paroles du sous-chef Philip Goodwin : « Je ne sais vraiment pas ce qui se passe là. » La même semaine, dans le *Globe and Mail*, on citait celles du directeur de la santé Edward Sutherland : « Nous craignons que quelque chose de terrible se produise. »

À la suite de cet événement, j'ai lu attentivement les journaux en espérant y trouver d'autres informations, mais en vain. Une fois de plus, la réserve était sortie de l'ombre lors d'une crise généralisée et y était retournée deux semaines plus tard. Des enjeux de cet ordre ne disparaissent pas ainsi. Déterminée à trouver des réponses à mes questions, j'ai pris le chemin du Nord ontarien.

## Chapitre 1

# Départ pour le Nord

L'entrevue sera courte; 10 minutes, 15 tout au plus. Une rencontre avec le chef Jonathan Solomon de Kashechewan à l'hôtel Delta Chelsea de Toronto, le 28 juillet 2010, dans le but de déterminer si je peux passer cinq mois dans sa communauté. Mes amis et les membres de ma famille s'étonnent que je souhaite rester aussi longtemps dans un endroit connu pour son climat ingrat, ses incendies et la problématique du suicide chez les jeunes. C'est étrange aussi pour moi, mais quand une chose m'obsède, j'ai besoin sinon de réponses, du moins de certains éclaircissements. Alors je m'installe au milieu des canapés de cuir brun et des tables basses en verre et j'attends.

Kevin Whitlock, un conseiller en construction de l'île Georgina, a organisé la rencontre. C'est une connaissance d'un de mes amis architectes de Toronto qui, pour une raison inconnue, semble m'avoir prise en amitié. J'en suis fort aise puisqu'il est proche du chef et connaît Kash de l'intérieur. De fait, depuis 2005, il s'y est rendu à plusieurs reprises dans le cadre de son travail de conseiller en habitations et en infrastructures auprès des dirigeants. Au téléphone, il m'a appris certaines choses sur le chef Solomon. Par exemple qu'il est en ville pour des réunions avec les membres du gouvernement et qu'il a la réputation d'être progressiste, pondéré et avisé sur le plan politique.

Je pense qu'il m'a dit cela pour me reconforter, mais je suis tout de même nerveuse, essuyant fréquemment les paumes de mes mains humides sur mon tailleur gris froissé.

En observant les gens dans le hall, je me demande lequel d'entre eux pourrait être un chef des Premières Nations. Un homme de taille moyenne, d'environ 1,75 mètre, attire mon attention. Il est différent de ce que j'imaginai. Il porte une casquette de baseball noire, une chemise de soirée et un jean bleu repassés, et possède des yeux bleus insistants. Nous échangeons un regard, puis il s'approche et prend un siège.

« C'est donc vous, la reporter ? »

— Oui. Je me présente : je suis Alex Shimo.

— Enchanté de faire votre connaissance. Je suis le chef Solomon. »  
Nous échangeons une poignée de main.

« Kevin Whitlock m'a dit que vous vouliez venir à Kashechewan ? Pourquoi donc ? »

Je prends le temps de réfléchir.

« Eh bien, on en parle beaucoup dans les médias et je suis convaincue que le portrait qu'on y présente ne rend pas compte de la réalité.

— En effet. »

Il fait signe que oui de la tête tout en soutenant mon regard.

« Vous avez fait beaucoup pour résoudre les problèmes de la communauté. Par exemple, pour l'usine de traitement de l'eau. »

Kevin m'avait raconté cette histoire.

« Tout juste. L'eau est désormais potable.

— Ce serait bien de faire un reportage là-dessus.

— En effet. »

Il faut une pause, puis reprend :

« Vous pouvez vendre un tel reportage ? »

Je lui fais signe que oui, en espérant que je le pourrai, effectivement.

À l'issue de cette rencontre, j'attends sa réponse, assise à mon ordinateur. D'une certaine manière, j'ai eu de la chance puisque, il n'y a pas

si longtemps – 21 ans plus exactement – en plus de devoir rencontrer le chef, il m’aurait fallu obtenir la permission des Affaires autochtones et du Nord Canada (AANC) ou, puisqu’il change de nom tellement souvent, du « Ministère », comme l’appellent tout simplement les Autochtones<sup>1</sup>. C’est que, sous l’ancienne *Loi sur les Indiens*, l’article portant sur la violation du droit de propriété dans les réserves stipulait que quiconque pénétrait sans droit ni autorisation dans une réserve commettait une infraction et risquait d’être arrêté par un policier de la GRC.

Ainsi, une visite sur une réserve nécessitait l’autorisation du gouvernement. La *Loi* avait pour but de décourager les Autochtones de se déplacer d’une réserve à une autre, histoire de les surveiller, chose qui fonctionnait habituellement. Dans de nombreuses communautés, on affirme à la blague que tous entretiennent des liens de parenté et possèdent le même nom de famille. L’article portant sur la violation du droit de propriété a été modifié en 1985<sup>2</sup>, si bien que, aujourd’hui, les Autochtones sont autorisés à se déplacer entre les communautés, à la condition d’obtenir l’autorisation du chef. Les étrangers aussi doivent être munis d’une telle autorisation pour visiter une réserve. C’est ce que stipule la *Loi sur les Indiens*.

Je reçois l’autorisation en septembre, une semaine avant mon départ prévu. Je me mets alors à la recherche d’une personne qui pourrait m’accueillir, faisant des appels à droite et à gauche. Les communications sont difficiles : il n’y a pas de service de téléphone cellulaire et peu de gens sont dotés d’une messagerie vocale. Quand je réussis finalement à joindre quelqu’un, bien souvent, la ligne coupe, et quand je rappelle, elle est morte. Autre problème : le manque de lieu où habiter. À Kashechewan, il n’y a ni hôtel, ni motel, ni gîte touristique. Pas de chambre libre non plus. Les résidents sont entassés les uns sur les autres ; 1 800 personnes vivent dans 274 bungalows comprenant de une à trois chambres à coucher. Ce qui signifie que bien des gens dorment dans des abris de jardin, sur le plancher ou dans n’importe quel recoin libre. Au moment de partir, je n’ai toujours pas d’endroit où rester.

Je passe mon voyage vers le Nord à crier dans mon cellulaire, en suppliant que quelqu’un m’accueille dans sa maison. Au moment où

j'arrive à Timmins, j'ai une piste. Emma Foray, une enseignante de troisième année, pourrait peut-être m'aider. Elle ne dispose pas d'une chambre à coucher libre, mais possède un placard à balais sans porte. Si elle peut mettre la main sur un rideau et un matelas, je pourrai loger chez elle.

Kevin Whitlock est mon chauffeur. Ce mordu d'histoire passe sans effort et avec intelligence d'un sujet à un autre, aussi disparates soient les thèmes. Il adopte le point de vue de quelqu'un de la place sur pratiquement tous les sujets, peut-être parce que, dans sa communauté ojibwée, c'est un dirigeant, ou parce qu'il a travaillé avec beaucoup de réserves des Premières Nations ayant fait la manchette. Il me confie que ce qu'il souhaite vraiment, c'est que quelqu'un raconte l'histoire de la communauté autrement qu'à coups de majuscules et de gros titres dans les journaux. C'est pour cette raison qu'il est prêt à m'aider. Comment, poursuit-il, les gens peuvent-ils avoir une réelle compréhension de la situation quand les journaux ne couvrent que les pires crises ?

À Timmins, nous dormons dans un motel bon marché. Le lendemain matin, nous nous arrêtons à un restaurant chinois où l'on sert des boulettes de poulet au petit-déjeuner. Kevin me dit qu'il commande des plats parce qu'il n'y a pas de restaurant à Kash et que la meilleure manière d'amadouer les gens et de casser la glace consiste à leur en apporter. Apparemment, l'assistante du chef a déjà appelé Kevin pour passer sa commande.

Nos sacs de papier en main, nous reprenons la voiture pour nous rendre à l'aéroport de Timmins, où nous montons à bord d'un *Piper*. Quatre conseillers en construction qui travaillent avec Kevin se sont joints à nous. Nous sommes donc six. Les mets chinois déposés par terre, nous décollons.

À force de crier pour couvrir le bruit du moteur, nos voix se fatiguent rapidement, si bien que nous interrompons les conversations pour regarder dehors. Nous sommes entassés dans cet avion minuscule, tache d'aluminium au-dessus de la forêt boréale du Bouclier canadien. Les hivers sont rudes dans ce climat subarctique, la température moyenne y étant de -16 °C. Comme je le découvrirai bientôt, le froid y est vraiment mordant : la région de la baie James